

ARRANGEMENT ADMINISTRATIF
SUR LA COOPERATION

ENTRE

LE MINISTERE DU TRAVAIL, DES RELATIONS SOCIALES,
DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITE
DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

ET

LE MINISTERE FEDERAL DU TRAVAIL
ET DES AFFAIRES SOCIALES
DE LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

POUR LA MISE EN PLACE D'UNE PROCEDURE DE CONTROLE DU
FORMULAIRE E101

Le Ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité de la République française

et

Le Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales de la République Fédérale d'Allemagne,

ci-après dénommés « les deux parties »,

Considérant les dispositions relatives à l'entraide administrative et à la coopération existant entre les autorités et les institutions compétentes des deux Etats, prévues par le règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté ainsi que par le règlement (CEE) n° 574/72/CEE du Conseil fixant les modalités d'application du règlement n° 1408/71, et

Vu la décision n° 181 de la Commission administrative pour la sécurité sociale des travailleurs migrants et le guide pratique,

sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Les deux parties souhaitent que soit intensifiée la coopération des autorités quant à la vérification en cas de doutes motivés sur l'exactitude des faits dont atteste le formulaire E 101.

Les contrôles peuvent porter particulièrement sur les points suivants :

- le lien organique entre le salarié détaché et l'entreprise qui le détache,
- le fait que le salarié détaché ne remplace pas un autre salarié détaché,
- l'existence dans l'Etat d'envoi d'une activité significative de l'entreprise qui détache,
- le travail est effectué pour le compte et dans l'intérêt de l'entreprise qui détache,
- le maintien pour le travailleur non salarié de l'infrastructure professionnelle dans l'Etat d'établissement,
- l'antériorité de l'affiliation du travailleur salarié et non salarié à la législation de l'Etat d'envoi,
- le versement de cotisations dans l'Etat à la législation duquel le travailleur détaché est assujéti.

Article 2

- a) En cas de doute sur l'exactitude des faits dont atteste le formulaire E 101, les deux parties appliquent une procédure en deux étapes avant que ne soit enclenchée la procédure décrite en détail au paragraphe 9 de la décision n° 181 de la Commission administrative pour la sécurité sociale des travailleurs migrants (avant d'adresser une demande à la Commission administrative).
- b) Le droit national prime en cas de contradiction entre le présent arrangement et le droit national de l'une des deux parties.

Article 3

- a) L'instance qui a émis le formulaire E 101 et qui a été priée de vérifier l'exactitude des faits dont atteste le formulaire E 101 et de retirer le formulaire accuse réception de la demande de vérification émanant de l'instance de l'Etat d'emploi dans un délai de 10 jours, si possible par fax ou par courrier électronique.
 - b) Si l'instance à qui la demande a été adressée prend une décision dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande, elle communique immédiatement le résultat de la vérification à l'instance qui en fait la demande. Si l'instance à qui la demande a été adressée ne retire pas ou ne déclare pas invalide le formulaire E 101, elle doit en informer l'instance qui a demandé le contrôle et lui transmettre simultanément les motifs de la décision. Si le formulaire E 101 est retiré ou déclaré invalide, l'instance qui a émis le formulaire E 101 en informe le travailleur salarié concerné et son employeur ou la personne exerçant une activité indépendante.
 - c) Si un résultat final ne peut pas être obtenu dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande en raison de la complexité de l'affaire, l'instance à qui la demande a été adressée informe l'instance ayant adressé la demande de l'état d'avancement du dossier dans les 10 jours qui suivent. Dans cette hypothèse, l'instance émettrice fait tout son possible pour clore la procédure dans un délai de 70 jours à compter de la réception de la demande. Dans un délai de 70 jours à compter de la réception de la demande, l'instance à qui la demande a été adressée informe l'instance ayant adressé la demande de la clôture de la procédure ainsi que des moyens juridiques permettant selon le droit national de s'opposer à la décision de l'administration.
- Toutefois, si l'instance à qui la demande a été adressée n'est pas en mesure de clore la procédure dans le délai de 70 jours pour des raisons pratiques, elle en informe l'institution ayant adressé la demande en indiquant la nature de ces raisons et les suites qui peuvent être données à la demande dans un tel cas.

Article 4

- a) Si, à l'issue de la procédure de vérification, des doutes subsistent quant à l'exactitude des faits dont atteste le formulaire E 101, la deuxième étape de la procédure peut être engagée. Cette disposition s'applique aussi si l'instance ayant émis le formulaire E 101 n'a pas, malgré une lettre de rappel de l'instance ayant adressé la demande, répondu dans un délai de 15 jours à compter de l'envoi de cette lettre de rappel ou si la procédure de vérification n'a pas pu être close dans le délai énoncé à l'article 3, c) (70 jours à compter de la réception de la demande).
- b) Un interlocuteur central (le « *Troubleshooter* ») est désigné par chacune des autorités compétentes (pour la République fédérale d'Allemagne, le Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales – pour la République française: le Ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité) pour la suite de la procédure. Ces personnes ont pour mission de clarifier les faits litigieux le plus rapidement possible, avant saisine de la Commission administrative, et de parvenir à une solution de consensus.
- c) L'interlocuteur de l'Etat qui a été prié de vérifier le formulaire E 101 informe immédiatement son interlocuteur de l'autre Etat des mesures qu'il a prises.
- d) La procédure doit être close en un mois.
- e) Si cette procédure ne permet pas d'aboutir à un commun accord, les représentants respectifs des gouvernements peuvent soumettre une note à la Commission administrative en vue de concilier les points de vue divergents au sujet de la législation applicable en l'espèce.
- f) La communication entre les partenaires se fait en général au moyen d'un formulaire bilingue et par courriers électroniques afin d'accélérer la procédure.

Article 5

Le présent arrangement peut être modifié à tout moment par les deux parties, par consentement mutuel et par écrit.

Article 6

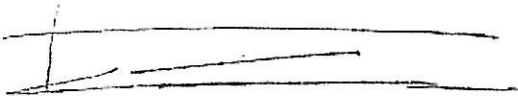
Les deux parties appliquent le présent arrangement à partir du 1^{er} janvier 2009.

Article 7

Le présent arrangement est conclu pour une durée indéfinie. Il peut être résilié par chacune des deux parties au moyen d'une lettre adressée à l'autre partie. La résiliation prend effet 3 mois après réception de la lettre par l'autre partie.

Fait à *Bruxelles*, le *4 octobre 08* en deux exemplaires, en langues française et allemande, les deux textes faisant également foi.

Le Ministre du Travail, des Relations
sociales, de la Famille et de la Solidarité
de la République Française,



Le Ministre du Travail
et des Affaires sociales
de la République Fédérale d'Allemagne,



